

Enseignement

- La ministre Schyns présente demain le Pacte d'excellence au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- Mais quelle vision de l'école favorise-t-il? Loin d'être neutre, le Pacte porte surtout le témoignage des doutes et des défis de son époque

Contexte

Accord. Après les syndicats libéraux vendredi, la CSC, la CGSP et le Setca-Sel ont confirmé lundi leur volonté de poursuivre les négociations autour du Pacte d'excellence. Ils avaient refusé fin janvier l'avis n° 3 qui définissait l'ampleur de la réforme, mais ils acceptent le projet amendé en mars, tout en restant très vigilants, notamment quant à l'évolution des conditions de travail du personnel. On sent bien que sur le terrain l'adhésion au Pacte est précaire. La ministre Schyns présentera mercredi le Pacte au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, avant de le décliner en divers décrets.

Entre une vision libérale et une vision sociale de l'école, le Pacte n'a pas tranché

Analyse Bosco d'Otreppe

C'était en vue d'un autre Pacte. Le 21 décembre 1792, sur les bancs de la Convention, le marquis de Condorcet et Rabaut Saint-Etienne ferraillent et opposent leurs visions de l'école. La partie est serrée. Dans un projet qu'il présente ce jour-là, Rabaut Saint-Etienne décline sa conception de l'enseignement. *"Il faut distinguer l'instruction publique de l'éducation nationale, assène-t-il. L'instruction publique éclaire et exerce l'esprit, l'éducation nationale doit former le cœur. La première doit donner des lumières et la seconde des vertus; la première fera la lustre de la société, la seconde en fera la consistance et la force."* Pour que perdure l'esprit de la Révolution, l'Etat doit impérativement prendre en charge l'éducation, prétend Rabaut Saint-Etienne.

En face, Condorcet s'étrangle. Il défend le camp de l'instruction. Elle seule doit être la mission de l'Etat, insiste-t-il. Ce dernier ne peut concurrencer la responsabilité et la liberté des familles. Perdu. La première République l'écoute mais l'histoire l'ignore : à tort ou à raison, les siècles successifs n'ont cessé de charger la barque de l'école du fardeau de l'éducation. Quel que soit le courant, l'école a tenu à forger les cœurs et les pensées. Et le cours d'éducation à la

citoyenneté, inauguré chez nous en octobre dernier, n'est que l'ultime avatar d'une tendance séculaire.

Se devant d'éduquer la jeunesse, l'école est dès lors considérée comme centrale dans la société et accusée par tous et de tout quand elle ne parvient à palier les doutes et les failles d'une époque. Sur le banc des accusés, elle toussote désormais.

En juillet 2014, c'est donc d'une institution obèse de ses missions et incapable d'assumer ses devoirs, dont hérite Joëlle Milquet (CDH), la ministre de l'Education d'alors.

Les finalités oubliées

Pour sauver la mise, la ministre lance le Pacte pour un enseignement d'excellence. A l'époque, elle a deux rêves : rassembler la société autour d'une même vision pour l'école; revoir ensuite les contenus et les structures de l'enseignement pour les accorder au XXI^e siècle.

Pour ce faire, elle lance avec le Pacte une vaste consultation citoyenne. Elle rassemble dans un second temps des acteurs et experts de l'enseignement pour baliser la réforme. Elle demande enfin aux re-

présentants des réseaux, des parents et des syndicats de ficeler définitivement les grandes lignes du Pacte au sein d'un groupe central.

Au fil des mois cependant, alors qu'elle est contrainte de quitter son poste au profit de Marie-Martine Schyns (CDH), Joëlle Milquet voit ses rêves dis-

paraître sous les rapports et les pistes évoquées. Comme plusieurs le reconnaissent dans l'entourage du cabinet et comme le sociologue Bernard Delvaux

l'écrivait dans "La Libre" le 4 décembre dernier, le Pacte a oublié de penser la question de la mission de l'école. Il l'a évoquée mais il n'a pu créer de consensus qui permette de rassembler la société autour d'une même vision. Les difficultés que connaît actuellement le Pacte pour être accepté sur le terrain découlent de ce manque initial. *"Sans oublier qu'il n'y a pas de consensus politique, souligne Roberto Galluccio, administrateur-délégué du Cpeons, l'enseignement des communes et des provinces. Des réformes plus petites ont échoué faute d'un tel consensus."*

Aujourd'hui, explique Jean-Pierre Kerckhofs, le président de l'Appel pour une école démocratique (Aped), le Pacte se présente comme un patchwork d'idées issues d'intérêts multiples. Certaines font consensus, mais elles ne regardent pas toutes vers les mêmes finalités. Le groupe central défend, lui, une réforme "systémique" fruit d'un accord "inédit".

Patchwork ou consensus, le Pacte n'est pas neutre pour autant. Comme toute réforme politique, il témoigne d'une ou de plusieurs visions de la société et, a fortiori, de l'école.

A l'époque, la ministre Joëlle Milquet rêve de pouvoir rassembler la société autour d'une même vision pour l'école.

Promouvoir une société plus juste

“Une de mes grandes volontés, insiste souvent la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns, c'est de rendre l'école obligatoire dès cinq ans.” Le projet est d'ailleurs inscrit dans le Pacte.

Pour favoriser l'inclusion de tous et une meilleure équité du système, le Pacte a pour ambition d'arracher les élèves à leurs déterminismes familiaux, culturels, sociaux et économiques. Une grande partie de ses mesures peut se lire au regard de cet objectif. En ce sens, le Pacte ne veut pas d'une école qui se

contente d'instruire. L'école, avec le Pacte, est une institution au service d'une société rêvée comme plus équitable, inclusive et démocratique. Et elle se doit d'éduquer les élèves à de telles valeurs.

Pour autant, même si on sent bien que cette dernière volonté est présente, le Pacte se montre discret en matière d'éducation des jeunes. Souhaite-t-il ménager l'école? Quelques chapitres évoquent par exemple l'éveil de l'élève à la démocratie mais ils se situent en bout de course. La question des valeurs auxquelles il faudrait éduquer l'élève est posée, mais sobrement. Cette prudence sur les possibilités éducatives de l'école témoigne d'autres doutes.

Conjuguer savoirs et compétences

Ainsi, qui l'école met-elle au centre de ses attentions? Le savoir à transmettre? Une société à construire? Ou un élève pris individuellement qu'il s'agit d'émanciper?

Ces dernières décennies, l'école a mis entre parenthèses la transmission de savoirs en tant que tels. Elle redoutait que l'inscription de l'enfant dans une culture donnée bride sa liberté et que la transmission des seuls savoirs favorise les inégalités. Poussée dans le dos par une pensée libérale et plusieurs courants pédagogiques de la fin du XX^e siècle, l'école a mis l'élève, et l'élève seul, au centre de ses attentions. Celui-ci n'était plus considéré comme un adulte en devenir à qui il fallait apporter des connaissances. Il était envisagé comme un être en tant que tel qu'il s'agissait d'épauler “avec bienveillance”, pour qu'il puisse construire par lui-même son savoir.

Cette révolution a notamment favorisé l'approche par “compétences”. Cette pédagogie qui envisage l'enseignement à travers des savoir-faire plutôt qu'à travers des connaissances s'est généralisée en Belgique à la fin des années nonante. Aujourd'hui cependant, son bilan est très mitigé. Elle n'a favorisé ni l'équité, ni l'efficacité de l'enseignement.

Joëlle Milquet, puis Marie-Martine Schyns, l'ont redit à de multiples reprises, le Pacte reviendra sur ce “tout aux compétences”. Ces dernières ne seront pas abandonnées, mais l'apprentissage des savoirs sera revalorisé. A gauche comme à droite, l'idée fait consensus. Davantage que ces dernières années, c'est donc bien l'élève et la transmission des savoirs qui seront replacés au centre des attentions. Jusqu'à quel point? Il faudra attendre la fin du mois de mars, et la description de ce que sera le programme des élèves, pour le savoir.

Le tiraillement du Pacte

Mais voilà, si on en revient à une meilleure articulation entre savoirs et compétences, une dernière question se pose : au service de quoi le sera-t-elle? Au service d'une vision libérale de l'école, qui voit l'émancipation de l'individu comme objectif premier? Au service d'une vision sociale, qui cherche à favoriser le vivre ensemble? Au service d'une vision conservatrice, qui a pour ambition de faire grandir l'enfant au sein d'un héritage que l'école espère porteur de sens et de solidarité?

Schématiques, ces visions n'offrent qu'une grille de lecture parmi d'autres. Mais il apparaît que le Pacte cherche à jongler entre les deux premières.

Le tronc commun que le Pacte entend instaurer jusqu'à 15 ans en est à lui seul la preuve. Ce tronc commun porte un double objectif : offrir aux élèves un socle de compétences et de savoirs partagés pour “faire

société” dans une Belgique si diverse. Permettre ensuite aux élèves de choisir, à quinze ans, leur orientation en connaissance de cause, sans subir l'influence de leur origine socio-économique. Ce choix du tronc commun est le choix d'une école inclusive et sociale. A gauche, on le félicite. Dans les rangs plus libéraux, on s'en inquiète, le voyant comme le dispositif idéal pour brider les talents et niveler le niveau vers le bas. Du coup, le Pacte a glissé dans le tronc commun des heures qui seront dédiées à la remédiation, à la consolidation ou au dépassement. Critiqué à gauche, car vu comme orientant, cet assouplissement rassure la droite.

Avec ce seul exemple, on sent le Pacte tiraillé entre deux visions de l'école. D'une part, la vision d'une école qui a pour finalité de développer l'individu. Il s'agit d'une vision dont le Pacte ne peut se défaire, tant elle est portée par une modernité si attachée aux libertés individuelles. D'autre part, la vision d'une école qui œuvre pour le collectif et qui est elle aussi indépassable au vu des fractures sociales qu'il s'agit de colmater.

Le Pacte parviendra-t-il à conjuguer ces deux finalités? C'est son grand pari. Et c'est en définitive le grand pari de l'enseignement. Lorsqu'ils débattaient des finalités de l'instruction publique, Condorcet et Rabaut Saint-Etienne ne cherchaient rien d'autre que de déjà conjuguer la liberté individuelle et la transmission à tous des valeurs chères au nouveau régime.

Quelques
chapitres
évoquent
l'éveil
de l'élève
à la démocratie,
mais ils se
situent en bout
de course.